



**CHSCT du 9 juillet 2019
Compte Rendu**

Le CHSCT s'est réuni en deuxième convocation le 9 juillet 2019 sous la présidence de M. Michel ROULET, Directeur Départemental des Finances Publiques du Pas-de-Calais. La séance s'est ouverte à 9h30.

Voici le compte-rendu de cette séance :

1. Election du secrétaire du Comité

La secrétaire actuelle, seule candidate, a été reconduite dans ses fonctions.

2. Point sur la réunion du groupe de travail du 4 juin 2019

A : Registres Santé Sécurité au Travail

Toutes les observations portées sur le registre Santé Sécurité au Travail (dématérialisé et papier) ont été étudiées. À la fin de la séance, le registre comportait 101 observations en cours, dont 70 restées sans réponse au sujet du mal-être et des inquiétudes des agents compte-tenu des restructurations à venir).

Le Président s'est, comme à son habitude, voulu rassurant, arguant que la concertation était en cours, et que seules 8 mentions au registre concernaient des services potentiellement impactés par le projet de nouveau réseau.

B : Déclarations d'accident du travail

Depuis le dernier groupe de travail : 14 accidents du travail ont été déclarés : 6 accidents de service, 7 accidents de trajet (dont 5 chutes sur sol humide ou verglacé).

Les organisations syndicales ont par ailleurs réclamé la transmission au fil de l'eau des déclarations d'accident de travail pour faits de service, lesquelles ne peuvent pas être étudiées en amont des instances à ce jour.

C : Fiches de signalement

Depuis le dernier groupe de travail, 11 fiches de signalement ont été dénombrées : 7 font état d'injures et menaces de contribuables envers des agents, 2 font état de conflits internes, et 2 font état d'inquiétudes suite à la diffusion de la carte du nouveau réseau DGFIP à horizon 2022.

D : Bilan des exercices incendie

L'ensemble des sites a réalisé les exercices incendie à ce jour, exception faite de la Direction (date reportée en raison de travaux) et de la paierie départementale.

Vos représentants **FO-Finances 62** se félicitent de voir que le courrier de rappel du Directeur, que nous avons réclamé lors du précédent CHS-CT, a eu les effets escomptés.

E : Rapport de l'Inspecteur Santé Sécurité au Travail

Deux visites ont été effectuées par l'ISST, dans les locaux des trésoreries d'Aire-sur-la-Lys et de Fauquembergues. Les rapports n'appellent aucune observation particulière.

3. Propositions d'utilisation des crédits 2018

Vos représentants **FO-Finances 62** se réjouissent de la reprise du vote de toutes les organisations syndicales quant aux crédits budgétaires restant à engager. En effet, nous rappelons l'importance de voter les crédits restants afin de ne pas en perdre le bénéfice, et ce afin de satisfaire les demandes d'agents parfois en grande attente.

Ainsi, ont été votés : le remplacement des stores endommagés des bâtiments de la Direction, la reconstitution d'un stock de ventilateurs, l'installation d'un volet extérieur sur l'entrée des personnels du CDFIP de Lillers, ou encore une augmentation du nombre de places sur le parking de Diderot.

D'autres propositions seront par ailleurs étudiées pour un vote éventuel, notamment celles effectuées par vos représentants **FO-Finances 62** concernant l'équipement des huissiers en stations d'accueil pour leurs ordinateurs portables (stations qui sont budgétisées par la Direction pour les BDV, PCE et géomètres... mais pas les huissiers !) ou encore la possibilité d'organiser des formations de prévention des risques psychosociaux, dont vos représentants déplorent qu'ils constituent encore et toujours, année après année, la première cause de risques sur le DUERP-PAP.

4. Bilan DUERP/PAP 2017-2018

La campagne DUERP PAP s'est ouverte le 10 octobre 2018 avec la publication de la note de service départementale. L'actualisation du DUERP a été assurée par un groupe de travail ayant pour objectif de lister les risques et de faire des propositions de solutions. Cette année s'est par ailleurs traduite par l'intégration de la totalité du DUERP du CSRH, service nouvellement implanté dans le département.

Les risques recensés dans le DUERP

Ils sont différenciés en 12 catégories

- 1- activités physiques : 76 signalements soit 7,78 %.

Les risques recensés portent essentiellement sur la manutention de charges, les postures au travail et l'accès aux parties hautes (archivage et manipulation des imprimés)

- 2- risques chimiques : 4 signalements soit 0,41 %.

Ces risques concernent des inquiétudes liées à la présence d'amiante dans les matériaux et l'utilisation des produits de ménage.

- 3- risques biologiques et infectieux : 6 signalements soit 0,61 %.

- 4- risques liés au manque d'hygiène sur les lieux de travail : 15 signalements soit 1,54 %.

Ces risques traduisent principalement des problématiques liées à l'hygiène des locaux ou des personnes.

- 5- risques liés aux déplacements et aux chutes : 145 signalements soit 14,86 %

Ces risques concernent des chutes de hauteur d'escaliers ou d'escabeaux, ainsi que le risque routier dans le cas de l'utilisation d'un véhicule dans le cadre des missions. Les risques inhérents à la circulation sur les parkings (défaut d'éclairage, revêtements de sol glissant...) y sont également recensés

- 6- risques d'incendie, d'explosion et de panique : 4 signalements soit 0,41 %

- 7- risques liés aux phénomènes physiques et aux bâtiments : 33 signalements soit 3,38%

ces risques relèvent de l'ambiance sonore (bruits générés en plateau de travail), thermique ou lumineuse.

- 8- risques liés au travail sur écran : 169 signalement soit 17,32 %

- 9- risques liés aux équipements de travail : 0 signalements

- 10- risques psychosociaux : 445 signalements soit 45,59 %

49% concernent les exigences au travail, 25% les exigences émotionnelles, 9% les rapports sociaux et relations de travail. Les 17 % restants concernent des conflits de valeurs, l'insécurité de l'emploi et du travail, ou l'autonomie et les marges de manœuvre.

- 11- risques particuliers : 72 signalements soit 7,38 %

Sont principalement évoqués dans cette catégorie les risques d'agression des agents.

- 12- autres risques : 7 signalements soit 0,72 %

Les agents y ont indiqué des problématiques diverses telles les inquiétudes liées aux ondes GPS ou encore l'absence de salle de convivialité

**Sans surprise, LES RISQUES PSYCHOSOCIAUX apparaissent toujours
comme la première préoccupation des agents .**

Vos représentants **FO-Finances 62** ont une fois de plus déploré cet état de fait et demandé que l'on ne se borne pas à constater leur présence, mais que l'on s'attache à réfléchir de manière approfondie aux moyens que nous pourrions engager afin de diminuer leur incidence. Force est de constater que les

politiques et annonces actuelles ne font que renforcer les RPS, même si nos gouvernants semblent dans le déni total des conséquences de leurs choix !

Si vos représentants se réjouissent de l'existence d'un tel document et saluent le travail réalisé par les membres du CHS-CT pour son élaboration, ils se sont abstenus de voter en faveur du DUERP-PAP et continueront à le faire tant qu'il ne traduira pas un recul significatif des RPS.

5. Rapport annuel 2018 du médecin de prévention, de l'infirmière et des psychologues

En raison de l'absence du Dr DE PAUW, le rapport du médecin de prévention a été différé au prochain CHS-CT.

Mme RIVAUX, l'infirmière, nous a présenté son bilan pour l'année 2018. Elle assure de nouveau la continuité du service sur le secteur d'Arras, en lien avec le Dr DE PAUW, dans l'attente du recrutement d'un nouveau médecin de prévention. L'ensemble des membres du CHS-CT a tenu à saluer son travail et son implication.

Par ailleurs, les rapports des deux psychologues chargés d'assurer les vacances financées par le CHS-CT ont été lus en séance. Vos représentants **FO-Finances 62** ont fortement insisté sur le côté alarmant de leurs conclusions, lesquelles soulignent les souffrances liées à l'environnement professionnel comme principale source de consultation ; les deux praticiens précisent tous deux rencontrer chez ces agents un sentiment de perte de sens dans les missions à réaliser.

Nous regrettons sincèrement que le Président n'ait pas pris toute la mesure de cette souffrance, de plus en plus fréquente chez les agents de la DGFIP, surtout que la tendance va s'amplifier dans les années à venir.. A quand des psychologues du travail dans les équipes de médecine de prévention ?

6. Bilan annuel 2018 de la santé, de la sécurité et des conditions de travail

En 2018, 5 CHS-CT ordinaires se sont tenus, auxquels s'est ajouté un CHS-CT extraordinaire demandé par les représentants du personnel suite au signalement d'un danger grave et imminent.

Par ailleurs, 12 groupes de travail se sont réunis.

Plusieurs actions de formation ont été financées par le CHS-CT, pour un total de 66 sessions et 366 agents formés.

Vos représentants **FO-Finances 62** se sont abstenus de voter ce bilan. En effet, nous regrettons que les membres du CHS-CT n'aient pu effectuer de visites sur place, et qu'aucune séance ne se soit tenue en présence d'un médecin de prévention.

7. Enquête « conditions de travail des agents du SIP de Saint-Omer » - restitution du groupe de travail.

Les conclusions du rapport de la commission d'enquête ont confirmé des problèmes organisationnels et relationnels au sein du service, en grande partie liés à des déficits managériaux.

Une réunion de restitution sera effectuée auprès des agents à la rentrée.

Le Président nous a cependant assuré qu'il allait associer très rapidement le futur chef de service, dont la prise de poste est officiellement prévue au 1^{er} janvier 2020, à la réflexion autour d'une réorganisation des services.

Vos représentants **FO-Finances 62** ont malgré tout insisté sur le sentiment d'impunité que renvoyait auprès des agents l'absence de sanctions disciplinaires dans un tel dossier. Le président s'est défendu en indiquant qu'il avait effectué de nombreuses démarches auprès de la Direction Générale et étudié l'ensemble des possibilités, mais que le manque d'éléments concrets ne permettait pas d'envisager d'autres solutions. Nous tentons toujours de définir la notion « d'élément concret »...

8. Travaux immobiliers en cours et à venir

Chaudière Bruay :

Les travaux sont actuellement en cours pour la réparation et la remise aux normes de la chaudière du CDFIP de Bruay

Travaux de désamiantage :

Des travaux vont commencer pour le recouvrement du sol dans les sous-sols du CDFIP de Lens, ainsi que dans la salle de réunion du 1^{er} étage d'Arras Diderot. Par ailleurs, l'appel d'offres est en cours pour le 2^e étage du CDFIP de Boulogne-sur-mer.

Étanchéité de la toiture de la paierie départementale :

Suite à l'obtention de crédits par la préfecture, une analyse est en cours par le bureau d'études afin de démarrer l'appel d'offres prochainement. Plusieurs tranches de travaux seront à prévoir.

Ascenseurs d'Arras Foch

Suite aux remarques effectuées par les équipes de maintenance, leur remise aux normes est prévue prochainement.

Portail CDFIP Bruay

La possibilité d'un élargissement va être étudiée

Barrière d'accès au parking du CDFIP Longuenesse

Détériorée par un tiers, la rédaction du constat est en cours. La réparation interviendra donc dans les prochaines semaines, ainsi que la pose d'un ralentisseur en amont afin d'éviter de nouveaux incidents.

10. Questions diverses

Vos représentants **FO-Finances 62** ont demandé des précisions concernant :

– **le médecin de prévention** : Une nouvelle demande a été adressée au Secrétariat Général, le 4 juin dernier. Le poste est ouvert, mais le manque de candidatures dans cette spécialité rend le recrutement difficile. Dans l'attente d'une nouvelle nomination, le Dr DE PAUW assure des visites sur Arras 1 à 2 fois par mois, et l'infirmière, Mme RIVAUX, gère le quotidien ;

– **Le problème des ventilateurs** : Face aux grands besoins liés aux récentes chaleurs, les stocks précédemment constitués ont été rapidement épuisés, si bien que certains agents n'ont pu être satisfaits dans leur demande. Des crédits ont donc été votés au cours de ce CHS-CT pour la reconstitution d'un stock conséquent. Malgré tout, vos représentants ont demandé que soit étudiée la possibilité de veiller à une bonne répartition des appareils déjà distribués ;

– **Les fontaines à eau** : Le déploiement des fontaines à eau est encore en cours et devrait s'achever prochainement, mais la plupart des CDFIP sont déjà dotés. Par ailleurs, il nous a été confirmé la passation d'un marché pour la maintenance de l'ensemble des appareils déployés.

– **Double-écrans SIP Montreuil** : Certains agents ne semblent pas avoir reçu les double-écrans demandés. La Direction s'est engagée à vérifier la situation et y remédier si nécessaire.

– **Nuisances sonores Arras Diderot** : Face aux nuisances importantes générées par une usine aux alentours (sons et vibrations), le Président a adressé un courrier à la société concernée, comme il s'y était engagé au dernier CHS-CT. Ce courrier restant sans effet à ce jour, le Président se propose d'évoquer le problème au cours d'un entretien avec le Directeur de la DDTM.

Vos représentants FO-Finances 62 en CHSCT :

Titulaires : Laurence DIDAUX & Sandrine BONET

Suppléants : Valérie CADET & Gautier LEDOUX